

# Énergies renouvelables, le grand gâchis

**PLANIFICATION** Le retard de publication de la programmation pluriannuelle de l'énergie impose un « quasi-moratoire » aux acteurs du solaire et de l'éolien. Il pourrait aussi renforcer la dépendance de la France à des puissances étrangères.



Le premier parc éolien en mer de France, au large de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). CAROLINE PAUX/HANS LUCAS/AFP

Pour la première fois, les énergies renouvelables de l'Europe – solaire et éolienne – ont produit plus que leurs cousines fossiles. Selon un rapport du think tank Ember, la part des renouvelables produits sur le continent approche même de la moitié, s'élevant à 48 %, en intégrant au calcul l'énergie hydroélectrique, venant notamment des barrages.

La nouvelle aurait de quoi réjouir les professionnels des énergies renouvelables en France, mais l'heure n'est pas à la fête. Au contraire, les experts des énergies éoliennes et photovoltaïques s'enfoncent dans le marasme. Ces derniers

désespèrent en effet de voir publiée la troisième programmation pluriannuelle de l'énergie, censée fixer les grandes orientations de consommation et production d'énergie pour les prochaines années dans le but d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Promis depuis déjà deux ans, ce document-cadre fait toujours figure de grand absent, sa publication étant repoussée de manière répétée par les gouvernements successifs.

Ces retards consécutifs sont loin d'être sans conséquences, notamment pour les filières d'énergies renouvelables. Sans cap clair et sans perspectives, de nombreux acteurs sont contraints à l'attentisme. Faute de visibilité, les appels d'offres dans le photovoltaïque ou l'éolien en mer se sont

réduits comme peau de chagrin, laissant pour des entreprises entières les carnets de commandes vides. Les derniers appels d'offres pour les filières remontent en effet à septembre 2025. Cette situation de « quasi-moratoire » inspire aux experts des énergies renouvelables un sentiment de grand gâchis. « Nous avons réussi à structurer une filière solaire avec beaucoup d'acteurs, qui vont devoir se résoudre à des pertes d'emplois et de compétences. Quand enfin on nous demandera à nouveau de produire de l'énergie photovoltaïque, il faudra repartir de zéro », se lamente Vianney de l'Estang, vice-président du Syndicat des énergies renouvelables (SER). Depuis la crise énergétique et le début de la crise en Ukraine, la filière

a pourtant de quoi se féliciter, assure-t-il. « En 2025, nous avons réussi à mettre en service 6 gigawatts, c'est un record. La filière représente aujourd'hui 60 000 à 80 000 emplois. »

Les premiers signes de la crise que ce président d'une société de développement de panneaux solaires anticipe sont d'ailleurs déjà tangibles : des premiers licenciements dans les filières des énergies renouvelables sont à déplorer. Fin 2024, GE Vernova, filiale de General Electric de l'éolien en mer, a ainsi annoncé supprimer 900 emplois, dont 140 sur son site de Montoir-de-Bretagne, en Loire-Atlantique, qui produit des nacelles d'éoliennes. Le groupe a supprimé 600 postes supplémentaires en 2025, dont 120 en France. « On prend le risque de laisser disparaître un nombre d'emplois important, mais aussi des compétences », déplore Julien Nyssen, président du SER.

## LE PIRE EST À CRAINDRE SI L'EXTRÊME DROITE ARRIVE AU POUVOIR EN 2027

Cette absence de perspective est aussi un risque pour la souveraineté énergétique de la France, relève un rapport du Shift Project. Selon son rapport publié en novembre, 70 % des 2 550 térawatt-heures nécessaires au fonctionnement de la France proviennent d'énergies fossiles, soit du gaz et du pétrole, utilisées pour les déplacements, le chauffage, l'industrie ou la création de services. Seuls 19 % de cette énergie sont produits en France.

**« On prend le risque de laisser disparaître un nombre d'emplois important, mais aussi des compétences. »**

JULIEN NYSSSEN, PRÉSIDENT DU SYNDICAT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

L'Hexagone est ainsi largement dépendant de puissances étrangères pour son approvisionnement énergétique, le rendant particulièrement vulnérable aux tensions géopolitiques. « Aucune forme de souveraineté ne peut être envisagée durablement sans une souveraineté sur le plan énergétique », assure le rapport.

Les professionnels des énergies renouvelables font ainsi pression pour que le gouvernement publie enfin sa programmation pluriannuelle de l'énergie. Mais encore faut-il que son contenu, qui fixe des plafonds et objectifs de développement des différentes énergies, soit à la hauteur des enjeux. Certains scénarios envisagés pourraient signifier un coup de frein radical pour les énergies non fossiles. En juin 2025, le Rassemblement national a ainsi essayé de faire adopter par l'Assemblée un moratoire sur les énergies renouvelables au cours de l'examen de la loi Gremillet. Si l'opération échoue, elle laisse craindre le pire pour le développement des filières, si l'extrême droite devait asseoir son influence lors des prochaines élections. ■

MARIE TOULGOAT